



Jacques Jurquet, lors d'une conférence de presse, à Paris, le 15 octobre 1975.

Au cours de l'été 1963, une campagne soutenue fit son apparition dans les colonnes de *L'Humanité*. Le Comité central, le Bureau politique, le secrétariat et le secrétaire général du Parti communiste français soutenaient les thèses avancées par le Parti communiste d'Union soviétique contre le Parti communiste chinois. Chaque jour le quotidien publiait une résolution émanant d'un Comité fédéral réuni dans un département donné, dont le contenu restait invariablement le même. Cette prise de position était présentée comme ayant été adoptée à l'unanimité des membres de l'organisme concerné. Ce qui devait être rigoureusement exact. Quel membre d'un organisme dirigeant départemental aurait osé à cette époque s'opposer à la ligne décidée par les dirigeants du Parti ? Une telle attitude était impensable. Je savais bien que sur l'Algérie je m'étais retrouvé seul, avant même d'être sanctionné.

Les communistes français condamnaient la ligne politique imputée à Mao Zedong, accusé de « vouloir édifier le socialisme sur les ruines encore fumantes d'une troisième guerre mondiale ». Interprétation fallacieuse de la position de la Chine populaire qui refusait de signer le traité américano-soviétique de Moscou sur les armes nucléaires. Quatre autres pays socialistes adoptaient la même attitude : l'Albanie, le Vietnam, la Corée du Nord et Cuba. En Europe occidentale seule la France alors dirigée par le général De Gaulle refusait aussi de se plier à la politique des deux super puissances.

Au début mon épouse et moi-même n'accordâmes à cette question qu'une attention presque indifférente. Puis sa répétition et sa présentation en encadré à la une de notre quotidien finirent par nous interpeller. Enfin nous prîmes conscience qu'il s'agissait d'une entreprise politique à laquelle la direction du Parti communiste français entendait consacrer d'énormes efforts. D'évidence, le Bureau politique désirait mobiliser toutes les forces du Parti pour développer une

immense opération idéologique contre le leader de la Révolution chinoise et contre les thèses alors défendues par le Parti communiste chinois.

Une nouvelle fois, je me sentis en difficulté. Mon vieil esprit de discipline et de totale confiance dans le Parti était de nouveau mis à mal, après les délicates péripéties connues pendant la longue période du combat patriotique du peuple algérien. Une lancinante question taraudait ma pensée : n'étais-je pas tout simplement un petit bourgeois incapable de raisonner fondamentalement dans le respect du matérialisme dialectique ?

Mais Baya que toute son existence passée protégeait de l'accusation d'être une « petite bourgeoise », était plus catégorique. Elle refusait de croire que Mao veuille la guerre. Elle ne pouvait oublier les quelques mois passés en Chine en 1949, lorsqu'elle s'y était rendue à l'occasion du Congrès des Femmes d'Asie. Elle me répétait que s'il lui fallait choisir entre les communistes soviétiques et les communistes chinois, elle n'aurait pas une seconde d'hésitation : les seconds appartenaient comme elle au Tiers-monde. Le souvenir qu'elle en gardait était celui de militants modestes, attentifs, dévoués, souvent proches des paysans comme elle se sentait elle-même, dans son propre pays, proche des fellahs. Tandis que les cadres soviétiques lui étaient apparus comme trop sûrs d'eux, imbus des victoires passées de leur peuple, n'acceptant pas des avis différents des leurs, même si elle s'était enthousiasmée pour les réalisations soviétiques, les mesures sociales, notamment celles en faveur des femmes et des enfants. Elle m'assurait que Soviétiques et Chinois faisaient preuve de psychologies différentes et qu'elle préférerait nettement les comportements des camarades de Chine. Elle se sentait plus proches d'eux.

La fin de notre séjour de vacances nous imposa le retour dans nos pénates marseillaises. *L'Humanité* poursuivait sa campagne manichéenne. A Marseille, le quotidien régional du Parti suivait sans la moindre variante. Nous retrouvions dans *La Marseillaise* ce que nous avions lu dans le quotidien central.

Depuis ma mise à l'écart du Comité fédéral en 1959 pour que ma vie commune avec Baya, militante supposée appartenir au FLN algérien, ne place pas le parti en danger de mise hors la loi, je ne

me sentais jamais très à l'aise avec mes camarades, même avec les plus proches.

Lorsque j'intervenais dans ma cellule ou dans les organisations syndicales, mes compagnons étaient sur la défensive, craignant toujours que je cherche à les entraîner sur des positions contraires à celles du Parti.

Toutefois je dois reconnaître que nombre d'entre eux me gardaient une considération amicale manifeste. Telle était l'attitude d'un ancien combattant grand blessé de guerre, amputé d'un bras, originaire du Mali, Amet El Moktar, ou encore de Daniel Hamiche, dont le père était un travailleur immigré venu de Kabylie dès avant la seconde guerre mondiale. Des copains français connaissant ma biographie, continuaient aussi à me respecter, et savaient parfaitement que je n'étais pas un emmerdeur systématique comme d'autres avaient voulu le décréter dans certaines sphères dirigeantes.

Quoi qu'il en soit, dès la première réunion de ma cellule, je mis les pieds dans le plat.

À vrai dire je me sentais encouragé par le fait que mon beau-frère, militant aussi ancien que je l'étais moi-même, et ma sœur, observaient les mêmes réactions que Baya et moi-même à propos de la formidable campagne anti-chinoise qui submergeait toutes les structures de notre Parti.

Mes camarades de cellule furent plutôt indifférents, écoutant mes questions, mais s'en tenant, pas tous d'ailleurs, à ce qu'ils avaient lu dans notre presse. Enfin, voyons, me disaient-ils, Mao ne proclamait-il pas que la bombe atomique n'était qu'un tigre de papier ? La Chine ne refusait-elle pas de signer le fameux accord international que l'on appelait communément le « Traité de Moscou », traité de non-prolifération nucléaire, exactement comme la France alors dirigée par notre ennemi de classe, le général De Gaulle ? Roger Moretti comme Marcel Delaygue étaient sincèrement stupéfaits que je pose d'insidieuses questions sur les relations effectives entre les Partis communistes soviétique, chinois et français. Pour démontrer que je demeurais un militant sincère et dévoué, je participais activement à toutes les initiatives de distribution de tracts ou d'affichage qui n'abordaient pas le

problème opposant les deux plus grands partis communistes du monde et de l'histoire. Notre matériel de propagande concernait surtout les questions sociales liées à la vie dans notre entreprise, une concentration de plusieurs centaines de fonctionnaires.

Mais je me souviens que pendant quelques mois, je ne parvenais pas à rencontrer un seul militant qui exprime les mêmes désaccords que ceux définitivement présents dans mon esprit.

Nous étions quatre, regroupés par nos liens familiaux, à discuter de longues heures lorsque nous retrouvions. Christian Maillot appartenait à une cellule du quartier de Vauban ; seul un jeune Algérien, ouvrier maçon, le soutenait.

Nous nous étions remis à étudier les documents publiés en français sur le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti soviétique au cours duquel Khrouchtchev avait étalé de graves critiques contre le « culte de la personnalité » de Staline. Mais je sais aujourd'hui qu'il ne s'agissait que d'une version édulcorée du fameux rapport secret dont j'ai pu prendre connaissance depuis lors. Nous lisions et relisions différents articles publiés dans « *Les Cahiers du communisme* » tant par des dirigeants soviétiques comme Fourtseva, que français. Nous ne parvenions pas encore à nous faire une opinion précise et solide sur la situation nouvelle agitant le monde communiste. Mais nous demeurions fermes sur nos critiques vis-à-vis de notre propre parti concernant plusieurs de ses positions vis-à-vis de la Révolution de libération nationale algérienne. Sur ces points-là nous avions désormais des certitudes, qui nous conduisaient à penser que le parti n'était pas infaillible comme nous l'avions cru pendant vingt ans. Le bon sens ordinaire de Baya et de ma sœur dominait nos discussions souvent passionnées. La crise profonde que nous avions ressentie à propos de l'Algérie connaissait un prolongement inattendu dans les contradictions opposant les dirigeants soviétiques et chinois. Nous souffrions de manquer d'informations émanant de ces derniers. Nous ne disposions que des comptes-rendus publiés par notre presse française à propos des dernières conférences internationales réunissant à Moscou les Partis communistes du monde entier. Nous savions que celle réunissant 81 Partis communistes, avait été l'occasion de sévères contradictions entre les dirigeants

soviétiques et albanais, soutenus par les délégués chinois. Mais nos informations s'arrêtaient là. Cette période fut pour nous un moment de désarroi, mais nous sentions bien que cette situation allait nous conduire beaucoup plus loin. Nous n'étions pas disposés à nous laisser aller, à tout abandonner, loin de là.

- 2 -

En octobre 1963, je découvris dans le centre de la ville des affichettes annonçant la projection d'un film chinois par « le Comité de Marseille de l'Association des Amitiés franco-chinoises ». Le quotidien local du Parti n'y fit aucune allusion.

Je décidai de m'y rendre pour manifester l'intérêt que je continuais à porter à la République populaire de Chine, avec la curiosité de voir, par moi-même, qui pouvait encore s'occuper d'une formation susceptible de devenir suspecte aux yeux des communistes français. J'étais d'ailleurs certain qu'en me rendant à cette séance j'effectuais un acte d'indiscipline vis-à-vis du Parti, mais d'emblée j'en acceptais toutes les conséquences. Ma résolution en ce sens tenait au fait que j'étais convaincu que la ligne anti-chinoise était fondamentalement erronée. Ce n'était pas une ligne internationaliste prolétarienne !

Je ne conserve aucun souvenir du titre de la projection cinématographique, ni même de la salle où elle eut lieu. Ma mémoire ne retient de cette séance que les faits qui allaient précipiter mon engagement dans le processus militant me conduisant jusqu'à la rupture avec le Parti de ma jeunesse. Mais ce dernier était-il encore semblable à celui qui avait suscité mon adhésion, mes convictions et mon ardent engagement militant ? Je ne le pensais plus. C'était lui qui avait changé, pas moi.

Il y eut une bonne centaine de spectateurs, la salle étant relativement exigüe elle paraissait remplie. Un homme que je ne connaissais pas, grand, costume trois pièces sombre, cravate, lunettes épaisses, chevelure poivre-sel prit la parole et se présenta en qualité de Président du Comité. Ce Monsieur

Deschamps, dont l'éloquence n'était pas la suprême qualité, fournit quelques explications sur le fonctionnement de l'association, évitant soigneusement toute référence d'ordre politique et dit son intention de présenter d'autres films chinois à Marseille. Je compris spontanément que ce personnage n'était nullement communiste, mais pouvait être un ami de la Chine pour des raisons que je ne pus imaginer.

Lorsque la foule se leva pour sortir et se dispersa en passant par un étroit couloir, un autre des organisateurs dont le visage ne m'était pas inconnu, s'approcha de moi et m'interpella de façon directe. Lui savait parfaitement qui j'étais, il me nomma par mon patronyme et se présenta comme un camarade. Je n'avais aucune raison de ne pas l'écouter ou de recourir à une attitude de vigilance comme je l'avais si souvent observée au cours de ma vie de militant. Je lui dis ma surprise de constater que des camarades puissent encore s'occuper d'une association favorable aux Chinois. Il me proposa alors de sortir pour nous rendre dans un bar voisin « prendre un pot » et bavarder un instant.

Mon interlocuteur commença par énoncer son identité, Marcel Coste, adhérent du Parti depuis plusieurs années, exerçant depuis un an les fonctions de secrétaire du Comité local des Amitiés franco-chinoises. Il m'indiqua aussitôt que le présentateur de la séance n'était pas engagé politiquement, mais il le qualifia d'homme plutôt anarcho-libertaire, peut-être gaulliste, donc à classer à droite. Mr Deschamps était un petit industriel, passionné par la vieille Chine, par l'art, par l'architecture, par la cuisine chinoise. Il m'informa aussi qu'il y avait dans la salle quelques camarades, peu nombreux, mais il fut prudent et ne fit aucune allusion le premier aux désaccords entre notre Parti et son homologue qui détenait le pouvoir en Chine. Comme je n'avais réellement rien à perdre en révélant ce que j'en pensais, je lui expliquais donc de manière abrupte mon point de vue sur cette question. Son visage s'éclaira alors et je compris que nos avis convergeaient. Dès lors, il me raconta le déroulement du dernier Congrès national de l'Association, où l'immense majorité des délégués avaient approuvé l'attitude politique du Parti et transformé

« l'amitié » jusque-là proclamée en hostilité ouverte vis-à-vis de la politique internationale de la Chine communiste et de ses dirigeants. La délégation de Marseille à laquelle il avait participé avec M. Deschamps et un communiste de longue date, Fortin, ancien combattant de la Résistance, s'était trouvée complètement isolée, avait refusé de voter la déclaration finale hostile à la Chine et n'avait pas manqué d'être injuriée par quelques énergumènes particulièrement excités.

La confiance entre nous s'étant rapidement établie, Marcel Coste m'indiqua les noms de quelques très rares adhérents du Parti qui condamnaient la ligne imposée par le Comité central. Je ne connaissais pas personnellement ces militants, mais avais souvent entendu parler d'eux en bien. La plupart étaient des intellectuels ou des titulaires de professions libérales. Le Docteur Lluccia, d'Aubagne, figurait parmi eux. Il avait été, en son temps, l'un des organisateurs du service sanitaire du Vietnam ; un autre médecin dont j'avais chaudement apprécié le comportement pendant la Révolution algérienne était le Docteur Jo Roger, dont on disait qu'il avait organisé la libération d'un des arrondissements de Paris en 1944 en qualité de chef d'un groupe de F.T.P. et d'Étudiants communistes. Il y avait aussi des ouvriers, moins nombreux, que je n'avais jamais rencontrés.

Finalement je donnai volontiers mon adresse à Marcel Coste, qui me fit part de son intention de réunir les quelques militants qui partageaient nos positions. Il m'assura qu'il était indispensable que nous examinions ensemble comment lutter contre la condamnation imposée par la direction du PCF ainsi que par celle, encore plus incompréhensible, du Parti soviétique. Coste me promit aussi de me faire parvenir des documents édités en français par les communistes chinois, notamment l'hebdomadaire *Pékin-Information*. Les adhérents de l'Association étaient tous abonnés depuis des mois et des années à cette publication qui entrait en France sans difficulté bien que notre pays n'entretienne aucune relation diplomatique avec le gouvernement chinois.

Il ne m'en dit pas plus ce jour là, il s'agissait d'une simple prise de contact. Il m'indiqua simplement que son frère, Paul, ouvrier mineur et conseiller municipal de Saint-Savournin, était entièrement acquis à nos idées.

Je me rendis chez ma sœur et mon beau-frère et leur annonçai avec une certaine exaltation que nous n'étions plus seuls. D'autres membres du Parti pensaient comme nous !

Quelques jours plus tard je reçus la proposition d'adhérer à l'Association des Amitiés franco-chinoises et m'empressai de renvoyer mon bulletin dûment rempli accompagné d'un chèque représentant la cotisation en vigueur.

Une assemblée des membres de cette formation fut convoquée dans un grand café du boulevard Longchamp. Une arrière-salle assez vaste recevait les réunions de différentes associations. En vérité nous étions trop peu nombreux pour la remplir, mais l'endroit était agréable et pratique. Il fallait payer une somme fixe et consommer sur place les boissons que nous aurions pu boire ordinairement sur le zinc ou dans le café proprement dit. Coste m'informa en aparté qu'il convenait de ne pas trop insister sur les aspects politiques, parce qu'étaient présentes des personnes susceptibles de ne pas s'intéresser aux mêmes questions que nous. Tel était le cas très spécial du Président. En effet à cette époque certains des adhérents n'étaient présents qu'en raison de leur intérêt pour tout ce qui pouvait représenter l'Extrême-Orient, et souvent, sans qu'ils ne s'en rendent compte, la vieille Chine d'avant la Révolution. M. Deschamps admirait la Chine surtout parce qu'il voyait en elle une puissance susceptible de s'opposer à l'Union soviétique. Bref, je demeurai plutôt réservé et ne mis nullement en avant les véritables raisons de ma présence. D'ailleurs, pour être franc, j'avoue que je ne me sentis pas très à l'aise au milieu de ces gens inconnus qui me parurent être avant tout des bourgeois socialement et culturellement. En mon for intérieur, je ressentais bien que je n'étais pas venu dans ce groupement pour seulement m'extasier devant de belles reproductions de peinture ou pour envisager des rencontres fondées sur une communauté de goût pour une cuisine particulièrement réputée. Car l'assemblée devait se poursuivre par un repas dans le seul

restaurant chinois de Marseille, à cette époque, qui se trouvait près du Cours d'Estienne d'Orves, au premier étage.

Bien entendu mes motivations profondes étaient tout à fait différentes. Au demeurant, les camarades ouvriers dont m'avait parlé Marcel Coste, n'étaient pas venus. Seule l'épouse de l'un d'entre eux, secrétaire du syndicat des marins C.G.T. du port de Marseille, était présente. Son mari effectuait un voyage professionnel vers le Japon. Je crus comprendre que cette personne exerçait la fonction de secrétaire administrative du Comité.

Au moment de la dispersion, j'eus un court entretien avec Marcel Coste qui me présenta quelques uns des militants communistes présents. En premier Fortin, dont j'appris qu'il était professeur de dessin et qu'il avait été le graveur de fausses cartes d'identité pendant la Résistance en Bretagne. Je pus aussi m'entretenir quelques secondes avec Marcel Juliot qui appartenait à la cellule des cheminots de la gare Saint-Charles, Paul Coste, mineur à Gardanne, Pietri, cadre moyen des Postes et son épouse.. Nous convînmes qu'il était indispensable que nous nous rencontrions en dehors de l'Association pour examiner ensemble ce que nous pourrions faire à l'intérieur même du Parti. Un rendez-vous nouveau fut fixé pour quelques jours plus tard, en soirée, dans l'arrière-salle de ce café « Le Longchamp », près du carrefour des Mobiles.

### - 3 -

Lors de la rencontre qui suivit, Coste nous apporta le document qui devait sceller définitivement mon accord avec les positions du Parti communiste chinois. Il s'agissait d'un texte intitulé « Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international » daté du 14 Juin 1963. Il constituait une réponse à une lettre du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique du 30 mars de la même année. La traduction en langue française provenait des Editions en langues étrangères de Pékin.

Par la suite nous n'avons jamais nommé ce document capital autrement que par l'appellation des « 25 points » des Chinois.

Rentré chez moi, j'en lus d'une seule traite la totalité. Ce fut certainement l'un des moments les plus heureux de ma vie. Tout simplement parce que je me rendis compte que toutes les idées qui traversaient mon esprit depuis un certain temps, mais qui s'accompagnaient jusque-là d'une certaine angoisse, se trouvaient clairement exprimées dans la déclaration officielle du Parti frère.

Il y avait un lien direct entre mes réactions déjà anciennes à propos de l'attitude de mon Parti vis-à-vis de la Révolution de libération nationale du peuple algérien et ce que je lisais dans ces 25 points. J'y retrouvais mes réactions sensibles et profondes. Je compris que je n'étais pas seul. D'autres communistes de par le monde étaient du même avis sur nombre de questions. C'était pour moi à la fois une surprise et l'occasion d'une extraordinaire satisfaction.

Mais ici, il est très important de faire une mise au point. Cette adhésion signifiait-elle que je tenais la stratégie et la tactique du Parti communiste chinois comme applicable universellement, et plus spécialement en France ?

Rien ne serait plus stupide et dogmatique que de supposer un seul instant que tel était le fond de mon engagement. Si je considérais comme parfaitement valables les explications fournies sur le plan international, opposées aux graves erreurs alors commises par les communistes soviétiques et tous les partis du monde entier à leur remorque, je ne pensais absolument pas que l'expérience de la Révolution chinoise était susceptible d'être appliquée au cas de la France et de nombreux autres pays. Des principes importants avaient leur valeur et leur portée partout dans le monde, mais il me semblait indispensable de savoir les conjuguer avec les conditions spécifiques de chaque pays, de chaque nation, de chaque état, de chaque peuple. Il fallait que nous agissions de façon tout à fait contraire aux méthodes imposées par le Parti communiste d'Union soviétique au Parti communiste français et acceptées par lui. Si nous nous mettions à la remorque d'un autre parti, n'exécuterions que ce qui lui convenait ou que ce qu'il désirait et pensions qu'il connaissait mieux que nous la situation dans notre pro pré pays, nous irions

inévitablement vers de nouveaux échecs.

Une réunion des membres du Parti français en désaccord avec ce que les dirigeants voulaient leur imposer fut envisagée, puis convoquée le 25 novembre 1963. Entre-temps nous avons déjà édité un bulletin des plus modestes dans le but de faire de la propagande en faveur des 25 points à l'intérieur même des cellules. Il était indispensable que nous disions à nos camarades que nos dirigeants les trompaient en leur cachant les véritables positions du Parti communiste chinois.

Compte tenu de ce qui est désormais connu concernant le mouvement fallacieusement proclamé « maoïste » en France, falsifié par d'innombrables fantaisies et escroqueries de toutes origines, je crois utile d'avancer ici une précision qui s'impose sur le plan de l'histoire.

Les premiers militants qui eurent le courage de récuser les thèses anticommunistes des dirigeants soviétiques, et français à leur remorque, dès 1963-1964, furent toutes et tous des adhérents du Parti communiste français. Peu nombreux certes, mais néanmoins suffisamment connus et expérimentés pour demeurer crédibles et respectés. Tous étaient membres à part entière du Parti et ne provenaient nullement de forces politiques extérieures. A eux tous ils comptaient des siècles d'activités militantes au service exclusif de leurs idées qu'avait si longtemps soutenu le Parti fondé à Tours dans une lutte historique mémorable contre les idéologues de la social-démocratie. Plusieurs d'entre eux avaient combattu dans les rangs de la Résistance au nazisme et au fascisme du gouvernement de Vichy.

- 4 -

Cette réunion extraordinaire ne rassembla pas un club de bavards.

Nous nous étions déjà baptisés « Cercle d'études » tout en considérant que nous demeurions rattachés à l'Association des Amitiés franco-chinoises.

La discussion y fut parfois passionnée, dans le respect mutuel des uns et des autres. Il y eut sept points à l'ordre du jour, le contenu de chacun resta extrêmement concret. Ce jour-là fut préparé le premier voyage en Suisse destiné à une prise de contact avec les représentants du Parti communiste chinois, qui ne pouvaient être que des diplomates accrédités. Il n'y avait pas encore de relations diplomatiques entre la France et la République populaire de Chine, les gouvernants français anticommunistes ayant jusque-là refusé d'officialiser toute reconnaissance du régime mis en place, depuis cinq ans, par la Révolution chinoise. Il était donc nécessaire de se rendre à l'étranger pour rencontrer des camarades chinois.

Coste avait déjà établi le contact utile avec l'ambassade de Berne au titre de l'Association des Amitiés franco-chinoises. Je pense qu'il s'y était déjà rendu en compagnie du Président Deschamps. Je suppose que ces deux amis de la Chine étaient au courant de l'itinéraire emprunté antérieurement par les dirigeants des Amitiés franco-chinoises pour rencontrer des représentants habilités du peuple concerné. Le Professeur Jean Dresch, Président de l'Association et membre lui aussi du Parti communiste français, avait dû se rendre plusieurs fois dans cette ambassade à l'étranger.

Mais cette fois-ci, il ne s'agissait plus d'amitié, mais de relations politiques. Le sujet était autrement plus délicat, nous en étions tous conscients.

Que déclaraient alors dans les cellules les envoyés des organismes de direction de notre Parti ? En voici un exemple, recopié sans la moindre censure ou modification, dans le cahier des procès-verbaux de notre cercle :

« Réunion du 2 décembre 1963.

.../... Le rôle du bulletin : renforcer et rétablir la vérité.

Coste demande la parole pour nous tenir au courant de la dernière réunion de la cellule de Saint-Savournin.

Principaux arguments de Marcel Guizard (je précise ici : membre du Bureau fédéral et directeur de *La Marseillaise*) :

1°) La Chine est devenue belliciste.

2°) Mao Tsetoung est un fauteur de guerre du genre de De Gaulle.

3°) Le P.C.C. a repris la thèse trotskyste de la révolution permanente.

4°) Les guerres amènent le fascisme et le pouvoir personnel.

5°) La Chine n'a même pas la reconnaissance du ventre envers l'U.R.S.S.

6°) Le P.C.C. n'a jamais réuni de Congrès depuis 1956

7°) *L'Humanité* n'est pas obligée de faire paraître tous les écrits chinois »

Notre cercle décida de consacrer une partie de nos réunions à des exposés éducatifs portant sur des questions précises fixées à l'avance.

Ainsi me revint la tâche de présenter le premier de ces exposés, dont le sujet fut choisi à l'unanimité : « La guerre nationale libératrice du peuple algérien ». Je présentai cette étude lors de notre rencontre du 4 décembre 1963. Une large discussion suivit et contribua à enrichir nos connaissances respectives. En vérité, les conditions économiques et sociales des deux peuples pourtant si distants géographiquement l'un de l'autre, le peuple chinois et le peuple algérien, comportaient des ressemblances certaines, tous deux étaient des peuples du Tiers-monde, tous deux avaient réalisé des révolutions de libération nationale. Je suis persuadé que nous étions bel et bien des communistes tiers-mondistes dans la mesure où nous considérons comme contribuant à la révolution mondiale les luttes armées qu'avaient soutenues si longtemps les patriotes algériens comme les patriotes chinois.

La révolution de libération anticolonialiste du peuple vietnamien, pour laquelle j'avais naguère dépensé tant d'activité conformément à la ligne de mon Parti, s'inscrivait dans le même phénomène désormais historique à l'échelle de la planète, la décolonisation.

Les mois passaient à une vitesse vertigineuse. À partir d'un certain moment je me mis à distribuer ouvertement les tracts et bulletins que nous éditions avec nos maigres ressources. Aucun militant de ma cellule ne me les refusait, mais

je suppose qu'aucun d'entre eux ne les lisait attentivement, sauf peut-être El Moktar et Hamiche.

J'avais décidé de soutenir la lutte au sein du Parti jusqu'à son terme, c'est-à-dire que j'entendais laisser aux dirigeants révisionnistes modernes la responsabilité et l'initiative de s'opposer à leur manière habituelle à mes activités contraires à la ligne qu'ils défendaient. Mais à ce moment-là je ne songeais nullement à créer d'autres structures militantes que celles existantes. Que je sois précis, j'entends par là que je n'envisageais pas du tout qu'il soit nécessaire de créer un nouveau Parti ou toute autre forme de regroupement. Mon activité au cercle encore plus ou moins rattaché à l'Association des Amitiés franco-chinoises me semblait suffire pour contrebalancer l'influence de la ligne imposée par les organismes dirigeants du Parti. Au fond, je croyais pouvoir agir de la même façon que pendant la Révolution algérienne, c'est-à-dire faire prévaloir dans mes actes mon point de vue sans pour autant quitter les rangs de ma cellule de base.

- 5 -

Notre premier voyage à Berne au siège de l'Ambassade de la République populaire de Chine se déroula sans problème, naturellement pendant une fin de semaine, nous permettant de rencontrer nos amis le Samedi après midi et le Dimanche matin. Le reste du temps se passa en train, de Marseille à Lyon puis de Lyon à Genève et enfin, en Suisse, de Genève à Berne. Le retour, avec les mêmes étapes, mais évidemment en sens inverse.

Les entretiens que nous eûmes avec les camarades chinois ne présentaient en vérité aucun caractère subversif immédiat, du moins par rapport aux Etats suisse et français. Nous étions des révolutionnaires, mais nous savions parfaitement que la

situation n'était pas mûre dans notre pays pour un passage imminent au socialisme, nous n'étions ni fous ni remplis d'illusions.

Le premier secrétaire nous fit un large tour d'horizon politique. Puis il fournit des précisions sur le rapport de forces entre les révisionnistes modernes et les marxistes-léninistes sur le plan international.

Le Parti communiste chinois, dit-il, estimait qu'en Yougoslavie comme en U.R.S.S., les conditions existaient désormais pour un retour au capitalisme. Dans ces pays, seuls les communistes fidèles aux principes pourraient changer cet état de choses de l'intérieur de leurs propres rangs.

À notre question « Existe-t-il aussi des révisionnistes en Chine ? », il répondit par l'affirmative. « Nous les observons. L'étude d'un phénomène négatif est toujours enrichissante. C'est ce que nous appelons en Chine l'enseignement par la négative. »

A une autre question « Y a-t-il des soviétiques marxistes-léninistes qui luttent contre la perversion révisionniste moderne ? », il répondit aussi par l'affirmative. « La lutte est pour eux difficile. »

Le dimanche soir, nous étions de retour à Marseille.

Nous n'avions pas pris de note par écrit, mais en ce qui me concerne j'avais bien en tête tout ce que nous avaient expliqué les diplomates chinois.

J'avais été impressionné par l'attitude de nos hôtes. Il s'agissait de cadres d'un niveau certainement élevé, très éduqués politiquement, exerçant des fonctions d'une très grande portée internationale. Mais tous m'étaient apparus comme modestes, simples, chaleureux de manière nullement hypocrites, intelligents, capables de comprendre notre situation et d'en parler sans nous imposer la moindre décision. Ils savaient aussi écouter avec la plus sérieuse attention.

Il a été écrit par quelques auteurs occidentaux que le Parti communiste chinois, à cette époque, nous aurait donné l'injonction d'avoir à créer un nouveau parti. J'oppose un démenti catégorique à ce genre d'assertion gratuite. Jamais un



représentant chinois ne nous donna quelque ordre ou directive que ce soit, au contraire, tous s'efforcèrent, à chaque rencontre avec nous, de nous inciter à trouver des solutions par nous mêmes, de ne prendre de décisions que mûrement réfléchies en ne comptant que sur nos propres forces. Toute digression sur ce point ne relève que de la littérature et de la contrevérité historique.

En vérité, à mon retour de ce premier voyage pour rencontrer des communistes chinois, je demeurais convaincu de la nécessité de demeurer dans les rangs du Parti communiste français pour y soutenir l'indispensable lutte contre la déviation révisionniste moderne des dirigeants du plus haut niveau.

Mon beau-frère Christian Maillet partageait le même point de vue.

Bien entendu nous eûmes de longs entretiens que j'appellerais maintenant « de famille », mais ce fut surtout au sein du cercle né de l'Association des Amitiés franco-chinoises que se développa une discussion très approfondie, souvent contradictoire et passionnée.

Baya et ma sœur Annie ne participaient pas à ces réunions, mais nous ne cessions de nous entretenir avec elles. Outre ses convictions politiques très catégoriques, critiques vis-à-vis du Parti communiste français sans en devenir ennemie depuis la période de la Révolution algérienne, ma compagne ne cachait jamais sa préférence marquée pour le comportement idéologique et le tiers-mondisme des Chinois, si différents de ceux des Soviétiques et de la plupart des dirigeants français.

- 6 -

Ayant abordé la question de notre structure politique et de son avenir, nous fûmes unanimes à considérer qu'il était nécessaire d'aller de l'avant en nous organisant de façon toujours plus concrète entre nous.

Le cercle fut alors couronné par une direction : R. devint Secrétaire général, Coste Marcel fut chargé d'assurer la liaison avec l'Association des Amitiés franco-chinoises, Maillet eut la responsabilité de l'administration, ces trois camarades constituant une direction collective. Un bureau fut également mis en place. J'eus en charge l'organisation.

Si je cite tous ces militants c'est pour répondre à la nécessité de respecter ce qui est désormais en train de disparaître dans les profondeurs de l'histoire. Une histoire totalement méconnue par les jeunes Français, y compris celles et ceux qui placent leurs espoirs dans le Parti communiste français.

Car, ce pour quoi j'avais opté à cette époque était juste, je sais aujourd'hui que les communistes chinois avaient raison face à leurs calomniateurs soviétiques. J'en étais déjà convaincu, mais depuis ce moment, l'Union soviétique s'est effondrée. La République populaire de Chine poursuit son destin politique en conservant à sa tête pour le conduire le Parti communiste chinois. Tous les militants devraient réfléchir à ce constat irréversible, même si les médias occidentaux accréditent l'idée que la Chine est devenue capitaliste, ce que contestent les dirigeants chinois. Pour eux, leur parti et leur Etat mettent en œuvre un « socialisme à la chinoise ». Leur premier objectif vise à arracher à la misère des centaines de millions de leurs compatriotes. Pour l'instant ils réussissent à en soustraire à la précarité 30 millions par an.

De plus, pour ce qui concerne la France, si certes les marxistes-léninistes n'ont pu conserver et perpétuer leur organisation, les conditions historiques nationales et internationales ne leur étant pas favorables, il n'en demeure pas moins que le Parti communiste français a enregistré un recul considérable de son influence et s'est trouvé contraint à de nombreuses autocritiques, notamment en ce qui concerne sa soumission bureaucratique aux directives des dirigeants soviétiques devenus, comme les appelaient les Chinois, les « nouveaux tsars de Moscou ».

Mais revenons aux années « héroïques ».

Le processus de lutte au sein du Parti s'accentua rapide-

ment. Non sans, d'ailleurs, que nos camarades se battent dans toutes les cellules avec la même résolution. Un nouvel élément de contradiction survint entre nous : les uns considéraient qu'il fallait immédiatement quitter les rangs du Parti, d'autres étaient décidés à ne jamais en démissionner de leur propre gré, prêts à aller jusqu'à l'exclusion. Dès les premiers mois de l'année 1964 d'autres regroupements ou militants isolés firent savoir, dans différentes villes de France, leur désaccord fondamental avec la ligne imposée d'en haut sans jamais avoir été discutée à la base. À Marseille même et dans le département, de nouveaux militants prirent contact avec nous quand nous eûmes commencé à diffuser ouvertement dans les rangs du Parti quelques tracts dans lesquels nous dénoncions l'imposture révisionniste moderne.

Dès le 18 décembre 1963, nous avons pris l'habitude de convoquer des assemblées plus importantes et plus ouvertes que celles réunissant notre petit groupe de départ. Ce jour là une conférence présentée par Grégoire permit une très large discussion sur la situation internationale. L'orateur, de sa véritable identité Krikor Kaledjian, ancien FTP du groupe Manouchian sous l'occupation, avait une solide formation politique. Son intervention favorisa un débat de fond d'une réelle richesse. Les communistes présents comptaient toutes et tous des dizaines d'années de vie militante.

Je me souviens de ma contribution à la discussion : je me fis un devoir de rappeler que le moteur de l'histoire n'était autre que la « lutte des classes ». C'était là une notion marxiste de base.

Les événements avançaient avec rapidité. La presse française bien informée commençait à évoquer un règlement officiel des relations entre la France et la République populaire de Chine.

Coste nous apprit qu'un Comité des A.F.C. était en voie de constitution à Grenoble à l'initiative d'un ou deux camarades encore membres du P.C.F., mais en désaccord avec sa ligne hostile au Parti frère.

Le rapport qu'il fit fut rapidement suivi d'une discussion parfois vive opposant ceux qui considéraient l'étude des textes

chinois urgente et prioritaire par rapport à ceux qui désiraient dénoncer tout de suite les positions politiques avancées dans la préparation du XVII<sup>e</sup> Congrès. Pour ma part j'indiquai que nous n'avions pas à préparer la révolution en Chine, mais à agir en France sur les questions de l'exploitation et de la répression imposées par notre propre bourgeoisie à la classe ouvrière et à tous les travailleurs. Soutenir les 25 points du Comité central chinois sur le plan international n'impliquait absolument pas que nous ne devions pas donner une priorité aux luttes spécifiques à mener dans notre propre pays. Pour certains ce qui se passait au plan mondial avait davantage d'importance que ce qui se passait en France.

D'échange en échange d'idées nous parvînmes à un point précis qui fit notre unanimité : le moment était venu de prendre contact avec les marxistes-léninistes et groupes de militants qui nous étaient signalés dans d'autres villes et régions du pays.

Cependant je me souviens très bien être intervenu au sujet de la reconnaissance de la Chine populaire par la France. Nous n'en étions pas encore là, mais j'insistai pour que nous prenions position sur cette importante perspective. J'affirmai que cet événement éventuel ferait voler en éclats deux mensonges des dirigeants du Parti révisionniste : le premier prétendant que la Chine s'isolait en refusant de signer les accords de Moscou, le second en témoignant du fait que les communistes chinois ne voulaient pas instaurer le socialisme par une troisième guerre mondiale. Je préconisai une déclaration politique publique, qui serait bien entendu à l'opposé de celle adoptée par les dirigeants du Parti communiste français.

Coste demanda l'organisation rapide d'une réunion avec deux camarades de Clichy, deux camarades du quartier latin et deux camarades de Perpignan, puisque nous avions appris les prises de position adoptées par certains membres du Parti ou de l'Union des Etudiants communistes dans ces différents endroits. Comme nous étions tous d'accord pour entrer en relations avec les autres groupes ou militants marxistes-léninistes, R. reçut mandat de leur écrire et de prendre les dispositions nécessaires pour une première rencontre avec chacun d'entre eux.

Notre délégué se rendit donc à Paris.

La semaine suivante il nous présenta un rapport fourni sur ses contacts. Il avait séjourné à Clichy, où des camarades diffusaient notre matériel et un journal de cellule. Puis il avait assisté à une réunion au quartier latin en présence d'une vingtaine de militants étudiants. La majorité paraissait désirer surtout que soit organisée l'étude du marxisme-léninisme avec le souci d'en faire application aux problèmes français. Tous étaient d'accord pour une unification sur le plan national, avec publication d'un bulletin ou d'un journal en commun. Ils demandaient à entrer en contact avec les jeunes étudiants de l'UEC d'Aix-en-Provence qui nous avaient rejoints depuis peu. Eux aussi souhaitaient s'organiser en cercle marxiste-léniniste à Paris, à côté de l'Association des Amitiés franco-chinoises.

Deux nouvelles inattendues m'incitèrent à une réflexion approfondie. Un camarade belge avait participé à la réunion des étudiants en indiquant qu'il était envoyé par les marxistes-léninistes de Belgique, apparemment beaucoup plus développés organisationnellement et politiquement que nous-mêmes.

Par ailleurs, R. avait été reçu à la Légation albanaise, rue de la Pompe. Tous les diplomates albanais étaient membres du Parti du Travail d'Albanie. Ils lui dirent qu'ils étaient au courant de notre activité à Marseille et nous incitaient à suivre de très près la préparation du XVIIème Congrès du Parti communiste français. Ils pensaient que la lutte anti-révisionniste en France serait plus difficile que dans d'autres pays comme par exemple la Belgique. Ils proposèrent d'étudier les possibilités d'édition d'un journal, ajoutant aussitôt que *La Voix du Peuple* publiée en Belgique était prête à passer des articles émanant d'organisations françaises. Ils souhaitaient que soit relancée l'association France-Albanie, qui nous permettrait de diffuser du matériel de propagande albanais. Ils nous informèrent qu'au mois de février un Camarade albanais viendrait à Marseille et pourrait nous rencontrer à cette occasion.

Enfin ils indiquèrent que les camarades de Clichy qu'ils avaient déjà remontrés allaient diffuser un bulletin spécial édité par leurs soins et qu'ils en avaient demandé 5000 exemplaires.

Coste ajouta à toutes ces informations militantes qu'il serait aussi opportun de rencontrer l'avocat Jacques Vergès, qui éditait une revue appréciée, *Révolution*. Le nom de ce dernier n'était pas méconnu de tous ceux qui avaient soutenu ou désiré soutenir les patriotes algériens pendant les sept années de leur Révolution de libération nationale. Je savais même qu'après avoir été le défenseur de nombreux Algériens inculpés par les tribunaux civils ou militaires français, ce dernier s'était marié, après la fin de la guerre, avec la moudjahidate célèbre Djamila Bouhired. Ce qui, évidemment, ne pouvait que susciter ma sympathie.

Après un coup de téléphone à cette revue, un accord avait été conclu pour que s'établissent des relations de l'équipe de journalistes de cette revue avec le Cercle d'Etudes et de documentation de Marseille.

Après discussion, décision fut arrêtée que je devrais me rendre dès que possible à Paris pour rencontrer Jacques Vergès et les militants responsables de *Révolution*.

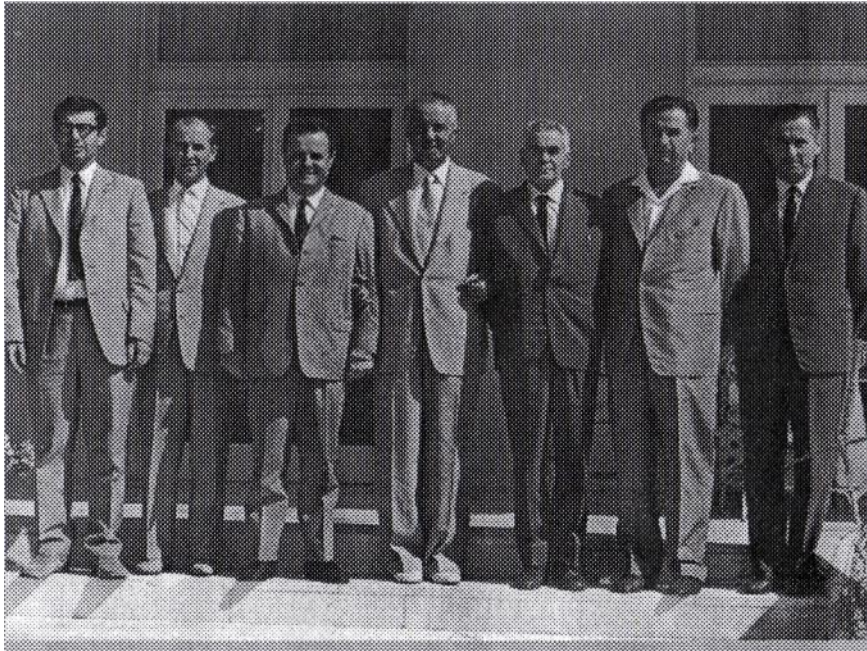
R. nous informa également qu'il avait reçu une lettre du camarade François Marty, de Perpignan, qui était Président du Mouvement de la Paix dans cette ville et se déclarait hostile aux positions révisionnistes modernes du Parti communiste français.

La mayonnaise était en train de monter. L'avenir se présentait sous les auspices d'une lutte sévère à soutenir contre les dirigeants révisionnistes modernes de notre vieux Parti, mais d'évidence nous étions loin d'être seuls.

- 7 -

Les 15 et 16 février 1964, se tinrent deux réunions décisives pour la suite du développement du mouvement marxiste-léniniste en France.

Par l'intermédiaire de R., les camarades de Clichy avaient



Août 1969, rencontre avec Enver Hoxha, à Vlora, en Albanie, (de droite à gauche, Piro Kotchi, Husni Kapo, François Marty, Enver Hoxha, Jacques Jurquet, Ramiz Alia, René Gilquin).

fait savoir qu'assisteraient à cette rencontre un camarade belge dont on ignorait l'identité et un camarade albanais. Cette perspective avait soulevé une discussion passionnée dans les rangs du cercle de Marseille. En ce qui me concernait, j'appuyai à fond le point de vue du représentant de Perpignan, le camarade François Marty, je ne comprenais pas l'insistance des parisiens à recevoir un Belge, cette exigence assez frénétique m'intriguait. Finalement, j'acceptai le principe de la présence d'un observateur albanais, quoique sans enthousiasme. Par contre il fut décidé de ne pas accepter le Belge. Nous devons comprendre par la suite que cette opposition avait entraîné l'absence de l'Albanais.

Le premier jour se réunirent donc deux représentants de Clichy, (Beaulieu et D.), deux du quartier latin (M. et W.), un de Perpignan (François Marty) et quatre délégués de Marseille (Coste, R., F. et Jurquet).

« Ici j'informe les lecteurs que dans l'ensemble de cet ouvrage je serai obligé de ne mentionner certains patronymes que par leurs initiales. Pour des raisons professionnelles, familiales ou autres, les personnes concernées m'ont demandé d'agir ainsi, ou, dans certains cas, j'en ai pris moi-même la décision. »

A Beaulieu qui d'emblée protesta contre le refus de recevoir le camarade belge et assura que les camarades albanais étaient du même avis, Coste rétorqua que notre organisation n'était pas encore assez étendue, ni suffisamment stable et unifiée pour prévoir des rencontres internationales.

Je soutins Coste en affirmant que notre réunion n'était pas une conférence, mais seulement une prise de contacts. J'ajoutai qu'en ce qui concernait l'absence du représentant albanais, l'avenir nous permettrait certainement de savoir pour quelle raison il n'était pas venu à Marseille. De toutes façons, en mon for intérieur, je n'étais pas disposé à accepter que qui que ce soit nous impose nos décisions de l'extérieur de nos rangs.

La discussion sur ces questions de présence ou d'absence s'éternisa, M. mangea le morceau en déclarant que les Parisiens étaient mieux placés dans la capitale pour entretenir des liaisons avec les camarades étrangers. Dans les propos de Beaulieu

étaient apparus les noms de deux dirigeants belges qu'il avait déjà rencontrés, Jacques Grippa et René Raindorf, cadres du vieux Parti communiste belge à des niveaux élevés.

François Marty déclara qu'il était préférable que nous discussions d'abord entre nous et qu'ensuite on verrait mieux ce qu'il conviendrait de faire.

A ce moment-là, Beaulieu proclama que la direction du Comité de Marseille pour l'ensemble des cercles était désormais remise en question.

C'était d'emblée une lutte pour le pouvoir, j'en étais très conscient, mais je pensais aussi qu'il s'agissait au fond d'une lutte de contenu idéologique et politique. Certainement des différences d'orientation nous opposeraient tôt ou tard les uns aux autres.

R. présenta un rapport très complet des activités du Cercle d'étude et de documentation de Marseille.

Puis François Marty exposa la situation de sa région. Près de Perpignan, deux cellules de villages, celle de Velmanya et celle de Baillestavy s'opposaient à l'unanimité à la ligne imposée par la direction du Parti contre celles des Partis albanais et chinois. Ces cellules étaient composées d'ouvriers mineurs et de petits paysans pyrénéens. Comme par ailleurs la direction nationale des Amitiés franco-chinoises n'avait jamais répondu à trois lettres demandant des explications, les amis de la Chine populaire avaient décidé de constituer un « Comité catalan pour la connaissance de la Chine ». Ce regroupement comptait vingt militants et demandait que se réalise une coordination avec Marseille.

Le camarade Marty expliqua comment les dirigeants fédéraux le tenaient à l'écart et le qualifiaient de trotskiste. D'ailleurs le Bureau fédéral lui avait demandé de démissionner de sa fonction de Président du Mouvement de la Paix, mais le Bureau départemental de cette Association avait récusé l'exigence de la direction des Pyrénées-Orientales du Parti communiste français. Ce camarade était le plus âgé d'entre nous tous, il comptait vingt-huit années d'appartenance au Parti communiste français. Avant la seconde guerre mondiale, il avait eu à s'occuper de la solidarité avec les Républicains espagnols. Et dans le début des années trente il avait été le principal fondateur du périodique

communiste *Le Travailleur catalan*. Il était retraité de l'enseignement, après avoir accompli une carrière d'instituteur de village. Quelques temps avant que nous ne nous rencontrions il avait effectué un voyage d'information en Albanie, prenant toutes les dépenses engagées à son compte personnel. D'emblée nous eûmes pour lui un sentiment de considération et de respect.

Beaulieu était visiblement mécontent. Le militant de Clichy qui l'accompagnait restait silencieux pour ne pas dire taciturne. Mais le premier présenta un rapport sur les activités soutenues par lui et ses camarades au sein de la Fédération de Seine-est du Parti communiste français. Il mit en avant ses relations avec les camarades albanais et surtout avec les Belges.

Le lendemain, nous nous réunîmes à Saint-Savournin dans une salle de la Mairie.

François Marty ouvrit la discussion.

Aussitôt Beaulieu, M. et les camarades du quartier latin déclenchèrent une discussion violente détournant la réunion de l'ordre du jour. François Marty déclara qu'il n'était pas d'accord sur le contenu et la forme de la discussion en cours. Chacun intervint et je pensai qu'il s'agissait plus d'une cacophonie que d'une réunion marxiste-léniniste. Je posais la question « Pouvons-nous supplanter l'influence des révisionnistes sur les masses et disposons nous des possibilités matérielles pour nous adresser directement aux travailleurs? » - « Avons-nous la possibilité d'influencer effectivement et efficacement les révisionnistes de l'intérieur des rangs du Parti ? » Je considérai poser ainsi des questions de tactique essentielles et déterminantes.

J'ajoutais qu'à mon avis les groupuscules avaient déjà fait leur plein de mécontents et soulignais que les ouvriers réprovaient les groupuscules.

Je fis des propositions concrètes pour l'édition d'un journal marxiste-léniniste au plan national en y associant tous les cercles déjà organisés et les militants isolés. François Marty était d'accord. Beaulieu ne put que s'incliner, mais il déclara que tout en approuvant l'essentiel de tout ce que j'avais indiqué, il n'aboutissait pas aux mêmes conclusions. Il souligna que « vouloir éliminer la direction révisionniste était une utopie ». Il

confondait la domination de ces derniers au sein de la direction nationale de l'Association des Amitiés franco-chinoises, et la réalité combien différente du Parti communiste français.

La discussion reprit de plus belle durant l'après-midi et le début de la soirée. Mais ce fut un dialogue de sourds.

Finalement quelques vagues points d'accord demeurèrent qu'aucun d'entre nous n'envisageait de respecter sérieusement par la suite. Ils prévoyaient :

- 1) la création d'un journal ;
- 2) la sortie de quelques numéros du Bulletin marxiste-léniniste en attendant la sortie de ce journal ;
- 3) la constitution d'un comité de coordination Paris-Marseille-Perpignan.

- 8 -

Le lendemain réunion, à Marseille, du bureau du Cercle. Les avis, habituellement différents, furent unanimes. Les délégués de Clichy avaient produit une très mauvaise impression.

Marcel Coste souligna que ces Parisiens n'étaient pas de taille et n'étaient que de petits aventuriers. Marty lui avait confié qu'ils ne savaient pas ce qu'est un Parti communiste et n'avaient aucune expérience.

À la fin de ma propre intervention, j'indiquai que je refusai de faire partie d'un groupe de coordination avec ces gens-là.

Nous fûmes tous d'accord pour déplorer le fait que ces curieux militants aient détourné la discussion sur des querelles de personnes, au détriment du contenu politique qu'elle n'aurait jamais dû abandonner. Il était indispensable de prévenir nos camarades communistes albanais, belges et chinois que les divergences avec Clichy ne s'étaient nullement atténuées, mais au contraire s'étaient aggravées.

R. alla plus loin encore. À son avis, il était urgent d'avertir

les camarades chinois des propositions très graves des Belges et des Albanais, qui avaient parlé d'installer deux permanents marxistes-léninistes, sans doute français, mais ce n'était pas évident, à Paris.

Marcel Coste indiqua qu'il ne voulait plus diriger politiquement le cercle et proposa que j'en prenne la tête. Il était écœuré. Il conclut son intervention en demandant que je sois désigné pour aller dès la semaine suivante à Berne.

La réunion s'acheva sur la décision effective de mon départ pour rencontrer les camarades chinois dès le vendredi soir suivant. Le samedi matin, j'avais la possibilité de m'absenter régulièrement de mon bureau.

La semaine suivante je présentai un rapport sur mes entretiens avec les camarades chinois. Ceux-ci soulignaient l'importance de la coordination entre Partis frères vis-à-vis des organisations naissantes comme la nôtre. Ils nous remerciaient des informations apportées. Mais ils n'étaient pas au courant des positions albanaises et belges au sujet des affaires françaises.

Nous étions alors à la date du 24 février 1964. Mais je désire interrompre un instant la relation de mes souvenirs, pour me laisser aller à un commentaire autocritique d'autant plus aisé, aujourd'hui, au cours des années de la dernière décennie du siècle, que je dispose évidemment de la connaissance de tous les événements qui suivirent.

Je commettais alors une grave erreur de caractère subjectiviste. Je croyais très sincèrement que les relations que nous pouvions entretenir avec les représentants des deux partis communistes, chinois et albanais, étaient systématiquement retransmises par la suite de l'un à l'autre. J'imaginai que le Parti chinois tenait au courant le Parti albanais de tous les détails concernant la lutte contre le révisionnisme moderne au sein des partis avec lesquels il entrait en relations. Je pensais la réciproque assurée. Ces deux partis au pouvoir de leurs pays respectifs n'avaient-ils pas intérêt à agir ensemble, à coordonner leurs initiatives, à s'informer constamment des succès ou des échecs enregistrés. Ce qui me semblait logique était devenu ma certitude, et je me demande même si je m'étais vraiment posé la question de l'existence de ces relations entre

communistes albanais et chinois.

Or tel n'était absolument pas le cas.

Chacun des deux partis agissait pour son compte, exclusivement. S'il y avait des échanges entre eux, ce ne fut sans doute qu'occasionnellement et nullement de façon délibérée et fréquente, dans le but d'améliorer les activités destinées à s'opposer à la politique mise en œuvre mondialement par le Parti communiste d'Union soviétique et les partis à sa remorque.

J'aurais dû mieux comprendre la situation si j'avais été plus attentif aux propos précis de mes interlocuteurs chinois, ainsi qu'au forcing soutenu par Beaulieu et les siens pour nous imposer le point de vue des diplomates albanais de la rue de la Pompe à Paris et de leurs émules de Bruxelles. Lorsque, à Berne, le camarade chinois m'avait déclaré ne pas être au courant des positions albanaises et belges vis-à-vis de la situation des groupes marxistes-léninistes en France, j'aurais dû m'interroger sur la raison précise de cette ignorance. Peut-être alors aurais-je compris qu'il n'y avait pas de coordination étroite entre les uns et les autres.

D'ailleurs je me sens encore plus coupable d'incompréhension lorsque je me souviens que, quelques semaines plus tard, à l'occasion de ma première rencontre avec des représentants albanais, je pense en compagnie de François Marty, ces derniers nous expliquèrent qu'il convenait d'envisager la constitution d'un nouveau Parti, en suivant l'excellent exemple des camarades belges. Car les Chinois ne nous tenaient pas du tout le même langage, et préféraient nous faire confiance, nous écouter, nous remercier des indications que nous leur apportions, sans jamais nous inciter à créer dans l'urgence un nouveau Parti. Bien qu'il ait été d'abord sensibilisé par sa visite en Albanie, François Marty opposait sa sagesse et son expérience à tout volontarisme trop précipité.

Les semaines passaient vite et notre propagande soutenue commençait à remporter quelques résultats. À Marseille, de nouveaux camarades se faisaient connaître et n'hésitaient pas à rejoindre nos rangs. Le plus précieux d'entre tous fut sans nul

doute le secrétaire général des syndicats CGT des Marins, un ancien FTP qui avait fait partie du premier groupe spécial organisé par cette formation pendant la Résistance, le camarade Vincent Marchetti. Il y eut aussi Louis Rovini, ancien déporté de la Résistance, très maigre et de santé fragile, qui travaillait dans un organisme commercial du quotidien *La Marseillaise*. D'autres nous contactèrent comme Georges Gauthier, cultivateur à Puyricard, près d'Aix-en-Provence, vieux militant dont le père, éminent chirurgien, était conseiller général en tant que membre du Parti. Alain Castan, ancien militant des cercles de soutien au F.L.N., nous rejoignit lui aussi vers cette époque. Et d'autres encore dont j'oublie les identités. A nos causeries du Mercredi venaient maintenant de 25 à 30 auditeurs.

Par ailleurs le travail de Marcel Coste au sein de l'Association des Amitiés franco-chinoises, porta ses fruits. Lors d'un contact à Berne en mars, il put faire état de la réorganisation de 15 à 20 Comités locaux à travers la France. Quatre programmes de cinéma avec films chinois avaient pu être réalisés, des expositions de peinture datant de la dynastie des Song, de livres, de dessins d'enfants, de poteries avaient été organisées avec succès.

Au mois de février, notre camarade Fortin avait été exclu du Parti, non vraiment par sa cellule de base au quartier de la Cayolle, mais par une manipulation malhonnête magouillée par la direction fédérale. Une exclusion complètement anti-statutaire.

Dans nos cellules respectives du PCF, plusieurs d'entre nous continuions à diffuser les informations figurant dans le matériel du Parti communiste chinois. A la cellule Gabriel Péri, du centre administratif de l'Arbois, chaque semaine je distribuais les derniers documents et exposais les points de vue contre les mensonges des révisionnistes soviétiques et des dirigeants français. Certes je sentais bien que Moretti et, dans une moindre mesure, Delaygue acceptaient mal mon comportement.

Un local fut loué sous les arcades du Vieux port, pour y installer le siège de l'Association des Amitiés franco-chinoises. Naturellement je supposais que le côté chinois aidait matérielle-

ment le Comité à de telles réalisations. En fait des objets venus de Chine étaient offerts par nos amis et les militants de l'Amitié en assuraient la revente assez facilement. Il s'agissait surtout de lampes chinoises anciennes, très décoratives, appréciées des antiquaires et des amateurs d'art un tant soit peu compétents. Je pense que Monsieur Deschamps occupait une honorable place dans ces relations de caractère commercial.

Ce local fut l'occasion d'une inauguration officielle, comportant différentes activités culturelles en présence d'un représentant chinois. Nous étions au mois de mars, et depuis le 10 février précédent, le gouvernement de « Formose » (nom complètement impropre rejeté par la Chine populaire pour désigner l'île de Taïwan) avait rompu ses relations diplomatiques avec la France. Le 3 mars 1964, à l'Organisation mondiale de la Santé, le représentant de la France avait voté pour l'admission de la Chine populaire. En fait les relations diplomatiques entre la France du général De Gaulle et la Chine de Mao Zedong étaient devenues officielles. C'était un grand succès pour nous, dans la mesure où, je l'ai déjà indiqué, cet événement permettait de récuser facilement les mensonges des révisionnistes modernes à propos du Parti communiste chinois et des déclarations de ses dirigeants.

- 9 -

Début avril, je reçus une convocation de ma propre cellule pour une assemblée générale, en présence d'un membre du Bureau fédéral. Je compris très bien ce qu'une telle initiative signifiait. La direction du Parti voulait m'empêcher de continuer la propagande contre le révisionnisme moderne et contre les positions du Parti soviétique. De plus elle était pressée d'obtenir contre moi une mesure de nature à m'empêcher d'être élu à la Commission administrative de la C.G.T.

Elle exigeait que les adhérents de base restent tous convaincus du caractère belliciste de Mao et des intentions aventurières et antisoviétiques du Parti chinois.

Cette séance se tint le 21 avril 1964 à 18 heures.

Étaient présents douze membres de la cellule, dont moi-même. Je m'attendais à voir le secrétaire fédéral, membre du Comité central, Georges Lazzarino. Mais il n'était pas là. Le représentant du Bureau fédéral n'était autre qu'un homme que je connaissais bien et pour lequel je n'avais jamais ressenti la moindre hostilité. Il s'agissait d'un fonctionnaire des P.T.T., plus jeune que moi d'un ou deux ans je crois, appelé à devenir permanent de la Fédération et élu du Parti comme conseiller général d'un des quartiers populaires de Marseille, Roger Donadio.

Il ne fit qu'un très court exposé politique, évidemment bien dans la ligne, puis passa de suite à l'ordre du jour de cette réunion exceptionnelle. Le Comité central demandait à la cellule de m'exclure à vie pour travail fractionnel et antiparti. Cette mesure serait suivie d'une publication dans le quotidien central *L'Humanité*.

Il souligna qu'il n'était pas question de discuter politique, mais qu'il importait de ne considérer que les actes concrets qui m'étaient reprochés. Il stigmatisa mon attitude oppositionnelle en ses manifestations, sans accepter de prendre en considération les raisons politiques que j'avais si souvent exposées.

Mes camarades de cellule ne soufflaient mot, on aurait entendu voler une mouche. J'exigeai de pouvoir prendre la parole à mon tour pour m'expliquer. Cela ne plaisait pas au représentant fédéral, qui fut obligé d'accepter parce que plusieurs membres de la cellule m'appuyèrent.

Mais avec un empressement fébrile, Donadio fit voter mon exclusion avant même de me laisser la possibilité de répondre. Sous la pression de Roger Moretti et de Marcel Delaygue, huit des adhérents votèrent pour la sanction demandée. Deux votèrent contre, Amet El Moktar et moi-même. Deux s'abstinrent, Daniel Hamiche et Puech. Ce dernier déclara son désaccord avec la procédure et fit savoir qu'il lui était impossible de savoir le fond réel des contradictions



sino-soviétiques, en l'absence de toute indication exposant sérieusement les positions des camarades chinois. Les deux militantes femmes présentes qui votèrent avec Moretti ne purent retenir leurs larmes et me déclarèrent que cela ne changerait rien à l'amitié qu'elles m'avaient toujours témoignée. Elles aussi indiquèrent ne rien comprendre aux événements opposant les communistes des deux plus grands pays du monde. Rocchi, vieux militant à un an de la retraite, vota en baissant la tête.

Je conserve depuis cette date le texte de la déclaration que j'avais préparée et que je lus devant la cellule et le procureur révisionniste envoyé par la Fédération sur ordre du Comité central. En voici quelques extraits :

« Camarades !

Qu'il me soit tout d'abord permis de dire ma stupéfaction de la procédure que vous avez acceptée pour prononcer mon exclusion des rangs de notre Parti communiste français.

Le vote que vous avez émis ne me paraît pas en effet, dans son principe même, conforme aux statuts en vigueur. Car, en cas d'exclusion, il est formellement stipulé que l'intéressé aura la possibilité de se faire entendre et de présenter ses observations et sa défense.

Or voici que vous ne m'avez pas accordé ce droit, en votant avec une rapidité déconcertante une mesure contre laquelle je n'avais pas encore pu vous présenter mes arguments.

Je vous prie donc d'enregistrer ma protestation solennelle contre cette violation de la loi du Parti et je vous informe que je considère votre décision d'exclusion comme entachée d'irrégularité grave et donc nulle.

J'ai donné mon adhésion au Parti communiste français fin 1941, puis je l'ai confirmée, après une coupure, fin 1943. C'est un vieux cheminot, mort hélas depuis, membre du Parti depuis 1921, qui l'a reçue et qui m'a fait connaître qu'elle était acceptée. N'adhérait pas qui voulait en effet à cette époque à notre glorieux Parti. On avait exigé que je fasse la preuve de mon courage. C'est ainsi qu'à la barbe des Nazis il m'avait fallu arracher toutes les

affiches hitlériennes d'une ville et c'est ce que j'avais réussi malgré le couvre-feu et bien que je ne dispose plus de papiers d'identité en ordre, m'étant évadé en sautant d'un train du Service du Travail Obligatoire. Il s'agissait de la fameuse affiche rouge contre la brigade des camarades étrangers du M.O.I.

Si je vous raconte tout cela c'est parce que je pense indispensable que chacun d'entre vous soit placé effectivement devant ses responsabilités et sa conscience au moment de se prononcer sur l'exclusion d'un camarade dont il ne connaît nullement le passé.

Je n'alourdirai d'ailleurs pas de détails inutiles, vous comprenez bien que plus de vingt ans de vie militante ne peuvent se relater en quelques minutes.

.../... (suite de la biographie - ma période de Résistance)

C'est une époque où j'ai vu tout autour de moi la mort et la guerre et au cours de laquelle j'ai choisi pour ma vie entière de ne jamais me taire, de ne jamais m'agenouiller, de ne jamais accepter ce qui me paraîtrait faux ou pervers. Je me suis senti alors pleinement communiste, même si ma formation idéologique ou politique était encore bien modeste.

.../... (suite de la biographie)

Et puis, je suis venu à Marseille.

Camarades, c'est le fondateur de votre cellule que vous avez exclu. Oui, à l'époque nous n'étions que trois, parmi lesquels Rocchi, puis rapidement nous nous sommes développés et nous avons pu commencer à organiser notre petit travail.

.../... (suite biographie, conjugale ici, rupture)

Voilà.

C'est là en gros « ma vie ». Rien n'y figure que je doive cacher à qui que ce soit. Je n'en regrette rien même si je puis dire qu'elle n'a pas toujours été rosé.

Je ne suis pas un petit-bourgeois. De façon naturelle, je vis sur un pied modeste. J'occupe la même pièce avec de vieux meubles pour manger, travailler et dormir.

Le mois d'août a marqué le point de départ de mon drame actuel qui s'identifie à un drame bien plus vaste, celui du monde communiste tout entier.

.../... (biographie « algérienne » )

Ce mois d'août 1963 a fait éclater publiquement les divergences sino-soviétiques. Je ne veux pas en parler sur le fond, je vous ai déjà fait suffisamment la démonstration matérielle que l'on emploie des procédés indignes de nous, des tronquages de textes ou des dénaturations de positions politiques. Finalement on tombe dans le plus vulgaire anticommunisme. « Les Chinois veulent la guerre pour édifier le communisme ! ».

Je dois dire que jamais dans l'histoire du mouvement communiste international nous ne nous étions trouvés en présence d'une situation pareille, jamais, au grand jamais ! Être communiste en France en 1964, cela ne peut pas être observer une minute de silence pour Kennedy et vociférer contre Mao Zedong.

Je pourrais vous dire « j'abandonne, je lâche la lutte que j'ai entreprise et je rentre dans le rang ». Tout cela, par exemple, au nom de la discipline. Le caractère de l'unité idéologique comme source de l'efficacité de l'action est la raison majeure qui me détermina à donner mon adhésion au Parti dont je parlais il y a un instant.

Où allons-nous ?

Pour ma part je déclare en pesant mes mots qu'entre une discipline formelle que l'on voudrait m'imposer pour que je me taise et la vérité sur le problème chinois, je choisis la vérité. Et je prétends de la sorte me conformer à la discipline suprême des communistes qui est de respecter les principes du marxisme-léninisme.

...Je tiens à vous assurer que vous me trouverez toujours à vos côtés si le Parti se trouve attaqué par l'ennemi, la bourgeoisie. Nous aurons peut être plus vite qu'on ne croit des journées difficiles en France...

Je continue à penser que de grandes forces révolutionnaires sont concentrées dans le Parti, je continue à penser que la mission historique du Parti demeure réalisable malgré les erreurs révisionnistes qui sont commises. Je vais plus loin : je ne condamne nullement en bloc tous nos dirigeants. A ce sujet je

me permets de vous faire remarquer que vous n'avez jamais entendu sortir de ma bouche quelque épithète malsonnante contre l'un de nos camarades si haut placé soit-il. Je ne suis pas en particulier de ceux qui veulent la tête de Thorez à tout prix. Au contraire, je pense qu'un jour sera faite l'analyse d'ensemble de sa vie de militant et que, comme pour Staline, on en dégagera à la fois des aspects positifs et des aspects négatifs. Mais je suis résolument hostile à ceux qui voudraient en faire le bouc émissaire de tout ce qui peut ne pas aller, et, Camarades, si je dis ces choses aujourd'hui, rappelez-vous en, dans pas longtemps, vous verrez l'offensive ultra-révisionniste.

Je veux en terminer. Vous aussi d'ailleurs, c'est un mauvais moment à passer, je vous comprends.

Vous avez voté pour la discipline, contre le fractionnisme.

Mais je vous dis que l'on interprétera votre vote comme une condamnation des camarades chinois et comme une approbation des positions soviétiques. Ce qui est une prise de position sur le fond. Mais c'est comme ça que les choses seront présentées, que vous le vouliez ou non.

Par ailleurs, on vous a demandé la peine capitale, ma tête, quoi. Rien que ça, c'est-à-dire la sanction la plus grave, celle que l'on réserve habituellement aux traîtres ou aux voleurs ou aux flics qui s'en foutent pas mal d'ailleurs puisqu'ils ont fait leur boulot.

Je pose la question à chacun d'entre vous, individuellement, est-ce que je mérite cette peine capitale ?

J'ai dit et je répète que si le Parti nous avait donné les textes chinois, je n'aurais jamais adhéré aux Amitiés franco-chinoises, même si bien entendu sur la base de ces textes et de ceux des camarades soviétiques et français, vous aviez pris une position hostile aux thèses chinoises.

Est-ce que je mérite cette peine capitale ?

J'ai dit et je répète que je n'ai jamais rien caché au Parti, à vous-mêmes en particulier, mon voyage à Berne, ma participation au cercle, le fait que j'ai donné l'adresse de Briand pour qu'on lui expédie des documents. De la sorte je ne peux être accusé d'un travail de sape, c'est-à-dire clandestin.

Est-ce que je mérite cette peine capitale ?

...en particulier je n'ai pas tenu compte de mes positions dans mon activité syndicale parmi les adhérents de ma section syndicale. Si j'ai fait une intervention sur le Traité de Moscou au Comité général de l'Union des syndicats, je puis affirmer qu'elle a été nuancée et loin d'avoir la teneur complète des positions chinoises.

Est-ce que je mérite cette peine capitale ?

.../... (sur mon activité professionnelle)

Et je terminerai maintenant tout simplement en vous révélant simplement un secret. Bien que je sois meurtri d'être frappé par les révisionnistes, j'ai ma conscience en paix.

Sur le catafalque fictif de Staline, lors de sa mort, avec le secrétariat fédéral dont je faisais partie, j'ai prêté serment. J'ai la fierté d'être fidèle à mon serment. Je ne renie rien. Ni Staline, ni ses enseignements, ni mon Parti d'alors, ni moi-même. C'est pourquoi je ne cesserai pas de dire, personne ne pourra m'en empêcher :

Vive le Parti communiste français !

Vive le glorieux Parti communiste de Lénine et Staline, vive le Parti communiste d'Union soviétique !

Vive le Parti communiste chinois !

Vive le mouvement communiste international !

Vive l'unité indestructible des rangs des communistes du monde entier !

Vive le Communisme !

A vous de dire maintenant, en votre âme et conscience, si je mérite la peine capitale ? »

Donadio s'empressa de partir prétextant qu'il devait rejoindre une autre réunion. Moretti agit de même pour presser le départ des autres, qui ne se comportaient pas à mon égard avec animosité. Amet El Moktar, Hamiche et Puech laissèrent entendre qu'ils ne viendraient plus aux réunions de la cellule. Mon camarade malien se montrait le plus scandalisé et le plus radical. Les femmes, pressées de rentrer chez elles, ne s'attardèrent pas non plus. Je revins chez moi, rue de la République, à deux pas du boulevard des Dames. Je m'efforçai devant Baya de paraître calme et serein,

mais ma compagne, intuitive par nature, comprit que l'événement constituait pour moi une blessure extrêmement profonde, sans pour autant que le moindre remord ne m'accable sur la légitimité de mon activité politique. Comme nous en avons l'habitude, nous nous entretînmes tard dans la nuit, sans doute jusqu'au moment où la fatigue nous contraignit à ne plus parler et à nous endormir.

- 10 -

Au cours de la même semaine, simultanément avec la mienne, la Fédération des Bouches-du-Rhône de PCF procéda à trois autres exclusions, celle de mon beau-frère Christian Maillet, et celles des deux frères Marcel et Paul Coste. Première charrette.

Puis, les procureurs révisionnistes ne s'arrêtèrent pas en si bonne voie, ils exclurent encore six autres militants de Marseille ou de la région. Deuxième charrette.

Aucune considération n'était accordée aux biographies respectives de ces camarades, ni à leurs anciennetés dans le Parti, ni à leurs activités passées, ni à leurs âges, ni à leurs conditions sociales. Les qualifier de « pro-chinois » équivalait à les considérer comme des traîtres, et déjà de bouche à oreille certains cadres n'hésitaient pas à indiquer que se posait la question de savoir s'ils n'étaient pas tout simplement des « flics ».

Ces sanctions témoignaient d'une précipitation inhabituelle. Par exemple, pendant la Révolution algérienne, le Parti avait fait preuve de beaucoup moins de rapidité pour écarter les indisciplinés. Mieux, aucune exclusion n'était prononcée, mais le militant trop proche du FLN algérien était convoqué par sa section ou par la Fédération, qui lui proposaient de démissionner de lui-même. Le cas le plus connu reste celui du Docteur Joseph Roger, qui adressa à cette occasion une lettre admirable à François Billoux.

Un nombre appréciable d'intellectuels étaient qualifiés de « pro-italiens », certains d'entre eux étaient en relation avec le

groupe « Unir » qui éditait un périodique, mais les processus d'exclusions n'étaient jamais aussi rapides que ceux lancés contre nous.

Il importe de souligner que ces mesures n'étaient jamais accompagnées de la possibilité de discuter sur le plan politique. Le Parti, j'entends par là le comité central et les fédérations départementales refusaient catégoriquement de publier les déclarations, propositions et autres textes émanant du Parti communiste chinois. Autrement dit, à partir du moment où le Bureau politique avait lancé une accusation contre Mao Zedong et le Parti communiste chinois, il n'y avait plus aucune liberté de solliciter des explications, voire de simples précisions si modestes soient-elles. Tu ne pouvais rester membre du Parti que si tu acceptais sans aucune réserve les affirmations hostiles aux Chinois.

De plus, à cette époque-là, la section de montée des cadres près le Comité central, eut comme activité intense et quasiment exclusive la surveillance et la recherche des adhérents, des cadres et des dirigeants qui auraient pu se taire mais nourrir des convictions allant dans le même sens que celles des communistes chinois. On sait que cette section n'était autre qu'une police ayant des ramifications dans toutes les Fédérations et aussi, il n'est pas inutile de le souligner, dans certains services de la police d'Etat. Naturellement le travail de ces bureaucrates était secret.

Pour étayer mon accusation de publication de mensonge et de contrevérités fabriquées en toute connaissance de cause par les dirigeants révisionnistes, je tiens à citer un exemple précis et certes nullement exhaustif.

Le XVII<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste français se réunit à Paris du 14 au 17 mai 1964. L'énoncé de ces dates suffit à comprendre au passage pourquoi nos exclusions intervinrent aux mois d'avril et de mai, à la veille de cette instance considérée statutairement comme celle du niveau le plus élevé dans le fonctionnement interne du Parti. Georges Lazzarino, secrétaire fédéral, y conduisait la délégation des Bouches-du-Rhône. Il se trouva dans l'obligation d'évoquer ce qui s'était passé à Marseille dans le Comité de l'Association des Amitiés

franco-chinoises. Dans le but de minimiser l'événement, il en attribua l'origine, je le cite, à « une poignée de gens... souvent renégats ou exclus du Parti » et n'hésita pas à affirmer « c'est à l'unanimité que les cellules où se trouvaient les cinq individus qui se livraient à ce travail fractionnel, les ont exclus... » Toute son intervention sur la question « des idées et activités scissionnistes des dirigeants chinois » ne fut qu'un amas d'interprétations hautement fantaisistes et de mensonges, prêtant aux dirigeants communistes chinois des positions qui n'étaient pas les leurs. Elle figure in extenso dans le numéro de la revue « Les Cahiers du Communisme » spécialement consacré au XVII<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste français en juin-juillet 1964 -N° 6-7, pages 168 et suivantes.

J'affirme qu'il n'y avait aucun « renégat ou exclus » parmi les camarades du cercle d'étude et de documentation qui avaient eu le courage d'engager la lutte contre le révisionnisme moderne. Les présenter sous ces qualificatifs relevait d'une falsification pure et simple. De plus proclamer devant le Congrès que ces militants avaient été exclus « à l'unanimité » constituait également une contrevérité. Dans mon cas personnel c'était loin d'être la réalité, dans le cas de la cellule de Vauban qui avait exclu mon beau-frère Christian Maillet c'était aussi faux, je me souviens qu'un membre de cette cellule, un jeune travailleur du bâtiment, un Algérien nommé Belganem refusa de continuer à venir dans cet organisme et suivit l'exclu.

Mais Lazzarino n'en était qu'à ses débuts. Deux ans plus tard, devant le XVIII<sup>ème</sup> Congrès réuni à Levallois-Perret les 2 et 3 mars 1967, il affirma encore : «... Pour accomplir leur sordide besogne, les groupuscules prochinois de Marseille disposent de plus de 100 millions d'anciens francs... » Ah si seulement nous avions pu bénéficier d'un tel trésor !... mais il s'agissait évidemment d'un nouveau mensonge dont j'ignore s'il avait été soufflé à ce cadre fédéral par le Comité central, ou s'il l'avait inventé de lui-même. Son intervention figure dans le numéro des *Cahiers du Communisme* consacré à ce XVIII<sup>ème</sup> Congrès N° 2 et 3 de février-mars 1967, à partir de la page 239. Le mensonge sur les 100 millions est imprimé en haut de la page 242.

Devant tant de mauvaise foi et pour protester contre les accusations lancées contre eux devant ce Congrès, mensonges qui ne furent jamais justifiés ou confirmés devant les militants de base des Bouches-du-Rhône, dix camarades victimes de la brutale et injuste répression révisionniste publièrent le 15 juillet 1964 une déclaration dont je fus l'un des principaux rédacteurs et dont voici des extraits :

« Les militants dont les noms figurent au verso tiennent à rétablir la vérité et déclarent solennellement :

1.- qu'aucune des cellules auxquelles ils appartenaient n'a pris l'initiative des exclusions, bien qu'ils n'aient caché ni leurs opinions, ni leurs activités « prochinoises », c'est-à-dire leur fidélité résolue aux principes de Marx et Lénine, qu'ils ont assimilés au cours de leurs longues années de vie militante et qui ont été opportunément rappelées par les propositions en 25 points du P.C. Chinois au mois de juin 1963 ;

2.- qu'aucun d'entre eux n'a été exclu à l'unanimité des adhérents de sa cellule ;

3.- que l'accusation de « renégats » lancée contre eux ne peut qu'être inconsidérée et fautive, étant donné qu'ils demeurent pleinement d'accord avec la ligne politique et les conquêtes idéologiques, qui ont prévalu au sein du mouvement communiste international de 1917 à 1956 et que leur divergence avec d'autres porte sur les révisions du marxisme-léninisme développées depuis 1956 sous la direction du groupe Khrouchtchev-Souslov, révisions qui ont amené sur le plan international la coopération avec l'impérialisme américain et la rupture de l'unité du camp socialiste avec le déchaînement d'une hostilité néfaste contre certains Partis frères (Chinois, Albanais et d'autres) ;

4.- qu'ils désapprouvent catégoriquement la politique révisionniste en France où les dirigeants du Parti prônent une alliance sans principe avec les dirigeants socialistes tels Guy Mollet ou Gaston Defferre, en même temps qu'ils passent des accords commerciaux contraires à la dignité et à l'esprit de classe des travailleurs avec des milliardaires comme Paul Ricard, grand patron marseillais, dont les journaux du Parti ne cessent de vanter les mérites !

5.- que loin d'avoir des positions hostiles au Parti, ils sont

exclusivement antirévisionnistes, profondément affligés de la dégénérescence de leur Parti, dont ils veulent le plus prompt rétablissement sur la base d'un retour aux principes léninistes d'organisation ;

6.- que les cinq « individus » mis en cause totalisent ensemble 110 années de vie militante, des années de résistance en tant que membres du Parti, des sacrifices librement consentis (prison, arrestations, difficultés multiples, etc..) et qu'ils resteront aux premiers rangs du combat. »

Dés le mois d'avril, nous avons été conscients de la nécessité d'éviter toute confusion entre l'Association des Amitiés franco-chinoises proprement dite et le cercle qui en était issu, mais qui s'en détachait de plus en plus en ne s'orientant que sur le plan politique. Par exemple, nous avons été d'accord pour ne pas organiser nos réunions au nouveau siège de l'Association, c'eût été rapidement un élément de désintégration de celle-ci de l'intérieur. Quelques rodomontades du Président Deschamps nous avaient démontré quelles étaient nos limites. Il fallait donc que nous agissions en conséquence. Aussi décidâmes-nous la suppression de toute référence aux A.F.C. dans le sous-titre de notre bulletin. De la même façon le cercle prit aussi un caractère d'autonomie complète. Un nouveau contact avec nos camarades chinois à Berne avait été assuré par le camarade Maillet. Nos rangs ne cessaient d'augmenter en nombre.

D'ailleurs le Comité de l'Association des Amitiés franco-chinoises décida en assemblée générale de changer son sigle et de le remplacer par celui d' « Association France-Chine ».

Rovini, qui continuait à militer de façon discrète au sein d'un organisme de La Marseillaise expliqua quelles étaient les réactions des camarades trompés dans les rangs du Parti. Il proposa l'édition d'un tract-choc : « Avant de condamner les Chinois, as-tu lu les thèses chinoises ? Tu ne peux les condamner sans connaître ces thèses. Demande donc qu'on te les envoie en t'adressant à telle adresse : Boite postale et Guozi Shudian. »

Lors de la réunion du 4 Mai je fis le point des exclusions dont nous avons connaissance, non seulement à Marseille, mais dans toute la France. Il était très réconfortant que dans la région

de Perpignan, trois cellules soient sur les positions de Mao Zedong, en ce qui concernait la situation internationale. Car je le redis, nous n'étions pas des fous et ne pensions nullement que la révolution chinoise puisse servir de modèle à la révolution dans un pays capitaliste comme la France.

Sans doute vers la même époque, le 11 mai 1964 exactement, la police révisionniste réussit à infiltrer dans nos rangs l'un de ses agents marseillais, le nommé Nicolas Lanzada, ouvrier typographe qui prétendait avoir été écarté de l'imprimerie du quotidien *La Marseillaise*. Je devais le démasquer quelques mois plus tard, nous verrons plus loin dans quelles circonstances.

Il me semble indispensable de révéler qu'après mon exclusion, je dus prendre toute une série de mesures concrètes pour assurer ma protection. Certains responsables de la Fédération des Bouches-du-Rhône projetaient de se venger des difficultés que je leur avais occasionnées. Certes pas tous, c'est vrai, mais deux ou trois auxquels le Comité central ne cessait de demander des comptes sur l'évolution de la situation du Parti à Marseille. De plus, pour expliquer aux militants de base, que quelques adhérents avaient été exclus et révéler les raisons exactes des sanctions en cause, les dirigeants ne recouraient qu'à des calomnies sans nul fondement, où les qualificatifs de traîtres et de flics occupaient la place principale. Aucune explication politique sérieuse bien entendu. Il se trouvait que j'étais le plus connu d'entre nous, ne serait-ce qu'à travers les sections que j'avais eu à « suivre », comme celle de Saint-Lazare-La Villette, celle de Plan-de-Cuques-Allauch, celle de Sainte-Anne ainsi qu'à l'occasion de mes nombreuses tournées dans le département. Par ailleurs ma participation aux campagnes électorales diverses en tant qu'orateur ou candidat comme en 1958 dans la première circonscription législative, centre de la ville, m'avaient assuré, sans que je ne le recherche nullement, une certaine notoriété. Enfin n'avais-je pas pris la parole aux côtés de François Billoux sur le port devant les dockers, la photographie de presse de ce meeting se trouve dans mes archives.

Tous ces faits faisaient désormais de moi la bête noire des dirigeants fédéraux et centraux du Parti communiste français. Je remarquai rapidement que j'étais l'objet d'une surveillance à la sortie de mon travail, de la part de quelques jeunes appartenant aux J.C. Puis de l'intérieur des rangs du Parti, je fus informé que l'on préparait contre moi une bonne correction comme le Parti savait les administrer aux « traîtres ». Était-ce là intimidation ou réalité, je l'ignore encore. Mais nous allions constater un peu plus loin que la police politique du PCF n'hésitait pas à sortir des armes de poing contre les marxistes-léninistes. Je m'entretins de ces menaces avec ma compagne, qui vint m'attendre tous les soirs à la sortie de mon bureau. Mais était-ce vraiment là suffisant pour éviter une agression bien préparée ? Nous résolûmes de ne pas nous laisser faire et de nous organiser pour pouvoir riposter à tout événement susceptible d'intervenir.

Baya eut l'heureuse initiative de recueillir un chien berger belge, un Gronendal, encore très jeune qui devint bientôt un redoutable défenseur de tous les membres de la famille.

De la sorte, mieux vaut prévenir que guérir, je réussis à dissuader au moins temporairement les révisionnistes excités qui avaient rêvé de me donner une tannée discrète mais non moins douloureuse.

C'est quelque chose de terrible que d'avoir à redouter la violence de jeunes gens trompés par des bureaucrates révisionnistes. Mais je surmontai mon angoisse légitime en faisant face et en multipliant mes actions militantes et finalement je triomphai de toutes ces turpitudes.

Ailleurs qu'à Marseille, au Mans, comme à Châteaudun et à la salle de la Mutualité à Paris, notre vigilance ne suffit pas et plusieurs camarades marxistes-léninistes, anciens du PCF bien entendu, comme Madeleine Vissière, Claude Combe, Régis Bergeron et André Druenes reçurent des coups de la part de véritables commandos révisionnistes recourant à des méthodes d'une violence inqualifiable.